

PARIS, le 21 octobre 1993

COMMUNIQUE DU QUAI D'ORSAY

La France condamne le coup d'Etat militaire engagé à Bujumbura. Elle apporte son soutien le plus total au Président NDADAYE, devenu chef de l'Etat burundais depuis le mois de juillet dernier, à l'issue d'un processus électoral exemplaire. La remise en cause de la démocratie dans ce pays ami est inacceptable. La France appelle au retour à la légalité dans le calme. C'est dans le respect des institutions démocratiques et non dans la violence que la solution à la crise actuelle doit être recherchée. La France ne saurait en tout état de cause maintenir son effort important de coopération si la légalité n'était pas restaurée sans délai au Burundi.